

POUR LES GRECS COMME POUR NOUS L'AUSTÉRITÉ C'EST NON !

Les grecs se prononcent ce dimanche par référendum



► La proposition du FMI, réduisant les retraites et le service public, refusant de taxer les riches, a bloqué les négociations avec la Grèce

► La question du référendum grec sera « pour ou contre le plan d'austérité exigé par Bruxelles » et non « pour ou contre la sortie de l'euro »

► Cet enjeu démocratique n'est pas posé seulement aux grecs mais à tous les peuples européens : Est-il possible de mener une politique réellement de gauche en Europe ?

► La France s'honorerait d'être du côté des grecs et pas de la finance



Allocution d'Alexis Tsipras, premier ministre, pour annoncer au peuple grec le référendum

extraits – le 27 juin 2015

« Nous avons livré un combat dans des conditions d'asphyxie financière inouïes pour aboutir à un accord viable qui mènerait à terme le mandat que nous avons reçu du peuple. Or on nous a demandé d'appliquer les politiques mémorandaires comme l'avaient fait nos prédécesseurs.

Après cinq mois de négociations, **nos partenaires en sont venus à nous poser un ultimatum**, ce qui contrevient aux principes de l'UE et sape la relance de la société et de l'économie grecque. Ces propositions violent absolument les acquis européens. Leur but est l'humiliation de tout un peuple, et elles manifestent avant tout l'obsession du FMI pour une politique d'extrême austérité. »

La gabegie grecque ?

Selon l'OCDE, les fonctionnaires représentaient en Grèce 7 % de l'emploi total en 2001, et 8 % en 2011, contre 11 % en Allemagne et 23 % en France (incluant la sécurité sociale). Les dépenses publiques de la Grèce	représentaient en 2011 42 % du PIB contre 45 % (Allemagne) et 52 % (France). Comme en France, ce ne sont pas les dépenses publiques mais les taux d'intérêt excessifs et les cadeaux fiscaux qui ont gonflé la dette.
---	---

Un puits sans fond ?

De 2010 à 2013 la Grèce a reçu 207 Milliards d'euros en prêts des États européens et des institutions européennes assortis de plans de réformes. Il s'agirait « d'aides à la Grèce ». 77 % de ces prêts ont servi à recapitaliser les banques privées	grecques (58 Mds €) ou ont été versés directement aux créanciers de l'État grec (101 Mds €), pour l'essentiel des banques européennes et américaines. Pour 5 euros empruntés, 1 seul est allé dans les caisses de l'État grec !
---	---

« L'objectif aujourd'hui est de mettre fin à la crise grecque de la dette publique. Notre responsabilité dans l'affirmation de la démocratie et de la souveraineté nationale est historique en ce jour, et cette responsabilité nous oblige à répondre à l'ultimatum en nous fondant sur la volonté du peuple grec.

J'ai proposé au conseil des ministres l'organisation d'un référendum, et cette proposition a été adoptée à l'unanimité. **La question qui sera posée au référendum dimanche prochain sera de savoir si nous acceptons ou rejetons la proposition des institutions européennes.** Je demanderai une prolongation du programme de quelques jours afin que le peuple grec prenne sa décision. Je vous invite à prendre cette décision souverainement et avec la fierté que nous enseigne l'histoire de la Grèce. »

« La Grèce, qui a vu naître la démocratie, doit envoyer un message de démocratie retentissant. Je m'engage à en respecter le résultat quel qu'il soit. La Grèce est et restera une partie indissoluble de l'Europe. Mais **une Europe sans démocratie est une Europe qui a perdu sa boussole.** L'Europe est la maison commune de nos peuples, une maison qui n'a ni propriétaires ni locataires. La Grèce est une partie indissoluble de l'Europe. Je vous invite toutes et tous à prendre, dans un même élan national, les décisions qui concernent notre peuple. »

L'austérité ça paie ?

En 2014, le PIB de la Grèce est inférieur de 25,8 % à son niveau de 2007. L'investissement a chuté de 67 %. Quel bon boulot ! Le taux de chômage est de 26 % alors même que nombre de jeunes et de moins jeunes ont dû quitter leur pays pour trouver un emploi. 46 % des	Grecs sont au-dessous du seuil de pauvreté, la mortalité infantile a augmenté de 43 %. Quant aux prévisions de Bruxelles, à l'automne 2011 elles annonçaient déjà la reprise en Grèce pour 2013. Finalement, le PIB grec a chuté de 4,7 % cette année-là.
---	---

Contre les bobards médiatiques Attac France